

privatisation ont été annoncées en 1995 dans le cadre du plan de l'administration Zedillo pour faire face à la crise financière. Ces privatisations devraient également contribuer à l'amélioration des finances du secteur public au cours des années à venir.

Pendant ce temps, le système fiscal mexicain a fait l'objet d'une refonte importante. On a réduit les taux réels d'imposition des sociétés et des particuliers tout en élargissant l'assiette fiscale. Les revenus ont donc augmenté malgré la baisse des taux. Le taux d'imposition de base des sociétés ayant des activités au Mexique, sur le revenu d'entreprise, est maintenant de 34 pour 100 alors qu'il était de 42 pour 100 en 1989. Il y a une taxe distincte d'au moins 2 pour 100 sur la valeur annuelle moyenne des immobilisations et des actifs financiers d'une entreprise, mais cet impôt ne s'applique que si son montant dépasse l'impôt normal sur le revenu exigible. De plus, certains États et certaines municipalités imposent des taxes foncières et des taxes sur la liste de paye. Les taux d'imposition personnelle ont aussi beaucoup diminué à la fin des années 1980. Les taux d'imposition marginaux de l'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 55 à 35 pour 100. D'autres mesures de la réforme fiscale mises en œuvre par le gouvernement ont permis d'améliorer le recouvrement des impôts et l'application de la Loi de l'impôt.

La crise financière de 1995 a également laissé sa marque sur la politique fiscale. Afin de contribuer à générer un surplus budgétaire plus important du secteur public, indispensable pour réduire les besoins du Mexique en capitaux étrangers, le gouvernement a relevé le taux de la taxe à la valeur ajoutée en le faisant passer de 10 à 15 pour 100. Il a également augmenté sensiblement les prix de l'essence, du carburant diesel, du gaz et de l'électricité.

LA DÉRÉGLEMENTATION ET LA PRIVATISATION

Au cours de la dernière décennie, le Mexique a réalisé des progrès impressionnants en réduisant la réglementation régissant l'industrie et en privatisant la plupart des entreprises d'État qui œuvraient de façon traditionnelle dans le secteur commercial de l'économie.

Le gouvernement mexicain a commencé à simplifier sa réglementation économique en 1983. La déréglementation est destinée à ouvrir l'activité économique à la participation du secteur privé, à promouvoir la concurrence et à assouplir la prise de décision en matière économique. Cette déréglementation a incité un plus grand nombre d'intervenants à y participer tout en réduisant le degré d'intervention directe du gouvernement dans le domaine de la production. On a constaté des ajustements réglementaires importants dans le domaine de l'industrie automobile, du transport, de la pétrochimie, des mines, des télécommunications, de l'aquaculture et des services financiers (voir encadré). L'intention déclarée du gouvernement est de continuer à mettre en œuvre des initiatives additionnelles afin de réduire l'importance de la réglementation.